



Le Canada doit révéler les ‘vérités cachées’ des pensionnats où furent enfermés les enfants autochtones pour que les plaies se referment

Par [Leyland Cecco](#)

Mondialisation.ca, 09 juillet 2021

[The Guardian](#)

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Histoire](#), [société et culture](#)

Selon le juge qui a dirigé la Commission Vérité et Réconciliation, il est impératif de mener une investigation indépendante sur les décennies d'abus et de mauvais traitements infligés aux enfants autochtones.

Il faut que le Canada mène de toute urgence une enquête indépendante sur la mort de milliers d'enfants autochtones dans des pensionnats gérés par l'Église si le pays compte enfin affronter les horreurs de son passé colonial, a déclaré au Guardian l'homme qui a dirigé la [Commission Vérité et Réconciliation](#) du pays.

Murray Sinclair, ancien sénateur et l'un des premiers juges autochtones du pays, a affirmé que les « vérités cachées » des pensionnats sont probablement bien plus dévastatrices que ne le pensent de nombreux Canadiens, notamment le meurtre délibéré d'enfants par le personnel scolaire et la probabilité que ces crimes aient été couverts.

Sinclair a demandé que soit mis en place un organe d'enquête puissant, libre de toute ingérence gouvernementale et ayant le pouvoir d'assigner des témoins à comparaître.

« Nous devons savoir qui est mort, Nous devons savoir comment ils sont morts, Nous devons savoir qui fut responsable de leur mort ou qui s'en occupait au moment de leur mort », a déclaré Sinclair, membre de la Première Nation Peguis. « Nous devons savoir pourquoi les familles n'ont pas été informées. Et nous devons savoir où les enfants sont enterrés. »

Le Canada a été secoué par la découverte de près d'un millier de tombes anonymes sur les sites des pensionnats gérés par l'église que les enfants autochtones ont été forcés de fréquenter dans le cadre d'une campagne d'assimilation forcée.

Jeudi, la Première nation Cowessess a déclaré que les restes de 751 personnes avaient été retrouvés sur le site d'un ancien pensionnat en Saskatchewan, quelques semaines seulement après que la nation Tk'emlúps te Secwépemc eut découvert 215 tombes anonymes en Colombie-Britannique.

Justin Trudeau a décrit ces tombes comme un « rappel honteux » du racisme systémique que subissent encore les peuples autochtones, ajoutant : « Ensemble, nous devons reconnaître cette vérité, tirer les leçons de notre passé et emprunter le chemin commun de la réconciliation, afin de pouvoir construire un avenir meilleur. »

Mais Sinclair a insisté sur le fait que la réconciliation exigeait une véritable volonté de changement de la part des Canadiens ordinaires et des puissantes institutions de l'État - une volonté dont on ne voit pas la trace à l'heure actuelle.

« Le gouvernement, nos institutions sociales et même notre population reconnaissent que ce qui a été fait aux autochtones était horrible. Il y a eu des excuses et la promesse que les choses allaient changer. Mais il n'y a pas de changement », a-t-il déclaré. « La résistance que rencontrent les plus petites avancées montre qu'il y a plutôt une volonté, un effort - en fait un profond désir - de revenir à la situation antérieure. »

L'historique Commission Vérité et Réconciliation, que Sinclair a dirigée, a conclu en 2015 que le système des pensionnats indiens équivalait à un [génocide culturel](#).

Pendant plus d'un siècle, au moins 150 000 enfants autochtones ont été arrachés à leur famille et contraints de fréquenter ces écoles, dont beaucoup étaient dirigées par l'Église catholique.

Les enfants ont été convertis de force au christianisme, ont reçu de nouveaux noms et n'avaient pas le droit de parler leur langue maternelle. Le dernier pensionnat a fermé ses portes dans les années 1990.

Les témoignages douloureux des survivants devant la commission ont clairement montré que les abus sexuels, émotionnels et physiques étaient monnaie courante. Le rapport final estime que plus de 4 100 enfants sont morts de maladie, de négligence ou de suicide, bien que Sinclair ait déclaré qu'il pensait que le chiffre réel pouvait atteindre 15 000.

Mais la Commission n'a pas pu enquêter sur les allégations de crimes car, malgré ses efforts, elle n'a pas pu obtenir les documents clés que détiennent l'Église et le gouvernement.

« Nous avons entendu les récits de survivants qui ont été témoins du meurtre d'enfants, notamment de nourrissons nés dans les écoles et dont le père était un prêtre. De nombreux survivants nous ont dit qu'ils avaient vu ces enfants, ces nourrissons, être enterrés vivants ou tués - et parfois jetés dans des fourneaux », a déclaré Sinclair, qui a supervisé des milliers d'heures de témoignages. « Ces histoires doivent être vérifiées ».

Les témoignages des survivants et le rapport final de la commission avaient clairement montré qu'il existait des sites d'enterrement non documentés dans tout le pays. Mais les récentes découvertes ont néanmoins choqué de nombreux Canadiens et suscité des appels à une nouvelle enquête. Jusqu'à présent le gouvernement s'y est refusé.

Les écoles étaient financées par le gouvernement fédéral mais souvent gérées par des institutions religieuses, et les appels se multiplient pour que l'Église catholique présente des excuses formelles et rende publics tous les documents en lien avec ces crimes.

Le pape François s'est dit peiné par la découverte des tombes le mois dernier et a appelé au respect des droits et des cultures des peuples indigènes, mais son refus de présenter des excuses directes a déçu beaucoup de monde.

Vendredi, les Missionnaires Oblats catholiques de Marie Immaculée, qui géraient 48 écoles, dont le pensionnat indien de Marieval dans le territoire de la Première Nation Cowessess en Saskatchewan et le pensionnat indien de Kamloops, ont déclaré qu'ils publieraient tous les

documents en leur possession.

« Nous sommes profondément désolés de notre participation aux pensionnats et des préjudices qu'ils ont causés aux peuples et aux communautés autochtones », a déclaré l'ordre religieux dans un communiqué. « Nous reconnaissons en outre que les délais peuvent provoquer une méfiance, une détresse et un traumatisme permanents chez les peuples autochtones. »

Sinclair a déclaré que les représentants de l'Église et du gouvernement avaient affirmé à plusieurs reprises que les documents avaient été détruits ou perdus. De plus, lorsque l'Église a remis des documents à la commission, les noms et les lieux clés avaient été expurgés, rendant les documents « inutilisables » pour la recherche, a-t-il déclaré.

« Très franchement, nous ne croyons pas à leurs promesses », a déclaré Sinclair avant l'annonce de l'ordre de vendredi.

« Nous voulons qu'il y ait une enquête indépendante pour avoir réellement accès à leurs archives et voir ce que l'on peut trouver. Et je pense que nous serons étonnés de ce que leurs archives nous révéleront. »

Si certains dossiers importants ont probablement été détruits, d'autres n'ont jamais existé. « Nous savons que les enfants qui sont morts aux mains de l'un des membres du personnel - en particulier les religieuses, ou les prêtres - n'ont tout simplement pas été enregistrés. »

Lors de la Commission, des survivants de l'école ont expliqué comment le traumatisme qu'ils ont subi a été transmis aux générations suivantes - une réalité amplifiée par les inégalités systématiques qui persistent dans tout le pays.

Des dizaines de Premières Nations n'ont pas accès à l'[eau potable](#), le gouvernement s'oppose à la décision d'un tribunal des droits de l'homme d'[indemniser les enfants](#) autochtones qui ont souffert dans des familles d'accueil, et un ministre fédéral a admis que le [racisme](#) à l'égard des peuples autochtones était endémique dans le système de santé. Les indigènes sont surreprésentés dans les prisons fédérales et les [femmes indigènes sont tuées](#) en quantités bien plus grandes que les autres femmes.

Ces réalités sont le résultat du combat obstiné qui est mené pour créer et maintenir l'inégalité raciale, a déclaré Sinclair.

« Il a fallu des efforts constants pour établir et maintenir ce rapport d'infériorité autochtone et de supériorité blanche », a-t-il déclaré. « Pour inverser cette situation, il faudra des générations d'efforts concertés dans l'autre sens. »

Leyland Cecco, The Guardian

Photo en vedette : Groupe de religieuses avec des élèves autochtones, Port Harrison (Québec), vers 1890. Créateur : H. J. Woodside. Date: vers 1890. Source internet : [Flickr.com](#)

Article original : [Canada must reveal 'undiscovered truths' of residential schools to heal](#), The Guardian, le 27 juin 2021.

La source originale de cet article est [The Guardian](#)
Copyright © [Leyland Cecco](#), [The Guardian](#), 2021

Articles Par : [Leyland Cecco](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca